N'Djamena et Nouakchott pour plus de collaboration entre pays G5 Sahel

Page 13



Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 02 août 2021

N°1692 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Les USA boostent le commerce avec l'Afrique

Page 7



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Le variant Delta fait exploser les cas de Covid au Sénégal

Page 4

L'Afrique du Sud livre ses propres vaccins anti-Covid 19

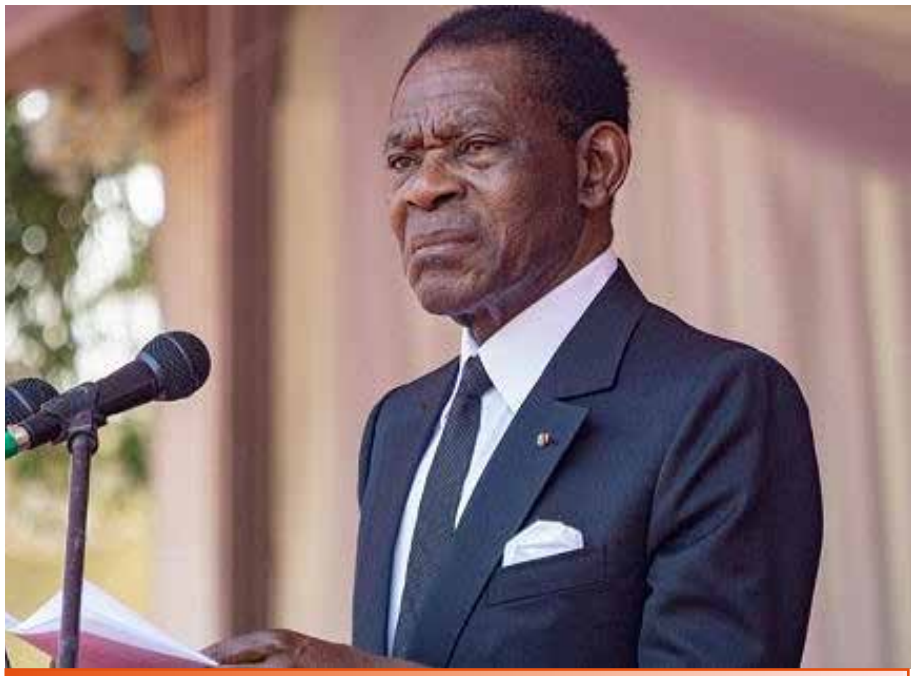
Page 18



GUINÉE ÉQUATORIALE

Malabo ferme son ambassade au Royaume-Uni

La Guinée équatoriale a fermé son ambassade à Londres, le 26 juillet 2021, selon TV5 Monde. Elle est intervenue après des sanctions, considérées par Malabo comme «illégales», imposées pour des faits de corruption par le Royaume-Uni, contre le fils du président Teodoro Obiang Nguema.



Les autorités équato-guinéennes avaient rejeté les sanctions et exigé qu'elles soient «levées dans les plus brefs délais»

"La première décision du gouvernement équato-guinéen a été la fermeture totale de sa mission diplomatique à Londres", a déclaré Siméon Oyono, ministre équato-guinnéen des Affaires étrangères, selon TV5Monde. «Nous n'admettons pas d'ingérence dans les affaires internes de notre pays», a ajouté le ministre des Affaires étrangères, affirmant que ces sanctions «violent le principe du droit international».

Teodorin Obiang Mangue, vice-président de la Guinée Equatoriale a été sanctionné, le 23 juillet 2021, par Londres, pour le «détournement de fonds publics» et des pots-de-vin, lui ayant permis de financer un train de vie somptueux, a rapporté Africanews. Ces mesures, qui prévoient un gel des avoirs et des interdictions d'entrée au Royaume-Uni, ont été prises dans le cadre d'un régime de sanctions anticorruption, qui avait déjà permis de punir en avril, 22 particuliers de six pays différents, dont la Russie.

Biens mal acquis...

Selon tv5 monde, les autorités équato-guinéennes avaient rejeté «des sanctions juridiquement infondées» et exigé qu'elles soient «levées dans les plus brefs délais». Malabo avait considéré ces mesures «comme un geste inamical» du gouvernement britannique.

«Les mesures que nous avons prises aujourd'hui ciblent des individus qui se sont enrichis aux dépens de leurs citoyens», a déclaré, le 23 juillet, le ministre britannique des Affaires étrangères, Dominic Raab, cité par notre source. Londres a indiqué

La suite à la page 3

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 2

que le vice-président équato-guinéen était sanctionné notamment pour avoir «détourné de l'argent public sur son compte en banque personnel» et pour avoir «sollicité des pots-de-vin».

En France, dans l'affaire dite des «biens mal acquis», Teodorin Obiang a été condamné en appel, le 10 février 2020, à trois ans de prison avec sursis, 30 millions d'euros d'amendes et des confiscations de ses biens en France. Un arrêt définitif de la Cour de cassation , la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français est attendu le 28 juillet.

En rappel, la Guinée équatoriale est dirigée sans partage depuis plus de 42 ans par Teodoro Obiang Nguema et Teodorin, omniprésent sur la scène publique depuis plus d'un an. Il est présenté de plus en plus ouvertement comme son «dauphin».

Oumou Konaté

Les ports sud-africains vulnérables aux cyberattaques

Les gouvernements africains sont confrontés à des menaces cybernétiques qui évoluent très rapidement : espionnage, sabotage d'infrastructures, crime organisé et atteinte à l'innovation.

Allafrica a rapporté que les premiers rapports ont révélé que l'entreprise publique sud-africaine, Transnet, rencontrait des problèmes avec ses réseaux informatiques. Transnet gère les infrastructures ferroviaires, portuaires et pipelinières du pays. Il a expliqué que la perturbation a principalement affecté les opérations dans plusieurs terminaux à conteneurs, interrompant le mouvement des marchandises. Quatre jours plus tard, Transnet a confirmé avoir subi une cyberattaque.

Une attaque sans précédent. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le nombre de cyberattaques a augmenté dans le monde et en Afrique du Sud, provoquant des pertes financières dans les secteurs manufacturier, bancaire et énergétique. L'infrastructure critique de l'Afrique du Sud



Cyberattaque sur les ports de l'Afrique du Sud

La suite à la page 4

La suite de la page 3

a déjà été ciblée , avec un impact mineur. L'incident récent était la première fois que l'intégrité opérationnelle de l'infrastructure maritime critique du pays était gravement perturbée.

Spéculation des experts sur la nature et la portée de la cyberattaque

RFI a ajouté que l'entreprise Transnet et le gouvernement sud-africain n'ont indiqué de pistes sur l'origine de l'attaque ni mentionné de rançon. Pour limiter les dégâts, la gestion des conteneurs se fait désormais manuellement. Produits frais et périssables sont prioritaires, alors que la saison des agrumes bat son plein. Pour Durban, troisième port conteneurs du continent, cette cyberattaque a déjà de lourdes conséquences. « Pour nous, c'est catastrophique », résume le directeur d'une grande entreprise de logistique. À cause des retards, une centaine de ses conteneurs, du cuivre et du cobalt ont déjà raté le navire qui devait les exporter.

Allafrica a rappelé que les installations de manutention de conteneurs du port de Durban ont été affectées, augmentant considérablement la congestion logistique. Durban abrite le port à conteneurs le plus actif d'Afrique subsaharienne, traitant environ 60% du trafic de conteneurs du pays. Le port est également une plaque tournante logistique vitale pour la région, déplaçant les exportations de matières premières de la Zambie et de la République démocratique du Congo. L'impact cumulatif de l'attaque causera sûrement des dommages durables à l'économie, compromettant davantage la reprise économique de l'Afrique du Sud après la pandémie de COVID-19. Pourtant, la gravité réelle de l'incident est difficile à estimer, laissant les experts spéculer sur sa nature, sa portée et ses conséquences.

Bref, les ports sont des cibles attractives et vulnérables aux cyberattaques. À moins que l'Afrique du Sud n'améliore d'urgence la sécurité de sa cyber-infrastructure portuaire, des perturbations économiques de ce type pourraient devenir la nouvelle norme.

Fatimata COMPAORE

Centrafrique: l'embargo sur les armes renouvelé d'un an

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté, le jeudi 29 juillet 2021, une résolution prolongeant d'un an l'embargo sur les armes imposé depuis 2013 à la RCA, ainsi que l'interdiction de voyager et le gel des avoirs de certaines personnes et entités désignées par son Comité des sanctions, selon l'Agence Anadolu.

Avec 14 voix pour et une abstention, la résolution a été adoptée avec la décision suivante: "jusqu'au 31 juillet 2022, tous les États membres devront continuer de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects d'armements à la République centrafricaine, à partir de leur territoire

La suite à la page 5

La suite de la page 4



La levée de l'embargo était attendue par les autorités centrafricaines

ou à travers leur territoire ou par leurs ressortissants, ou au moyen de navires battant leur pavillon ou d'aéronefs immatriculés chez eux", a rapporté l'Agence Anadolu (AA). Le Conseil a également décidé de renouveler, jusqu'au 31 juillet 2022, l'interdiction de voyager et le gel des avoirs de certaines personnes et entités désignées par son Comité des sanctions.

Dans la résolution, le Conseil a cependant défini une série de domaines pour lesquels ces termes ne s'appliquent pas, par exemple pour tout ce qui touche à l'assistance humanitaire ou à la livraison de provisions et de fournitures essentielles à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca), aux forces de la RCA ou aux troupes françaises.

L'embargo, un obstacle aux efforts du gouvernement centrafricain

La Chine a, pour sa part, émis une abstention de vote, pour qui, "cette décision de maintenir l'embargo sur les armes est devenu un obstacle aux efforts du gouvernement centrafricain, visant à promouvoir la paix et la réconciliation". "La levée de cet embargo relève de la souveraineté et correspond aux vœux de la RCA et des pays de la région", a ajouté la délégation chinoise, selon AA.

La levée de l'embargo était attendue par les autorités centrafricaines, au lendemain de la présidentielle et des législatives de décembre dernier. La reprise des combats, par des rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), a certainement pesé, sur la décision du Conseil de sécurité.

Imposé en 2013, l'embargo sur les armes en RCA avait été prolongé plusieurs fois par le Conseil de sécurité des Nations Unies, puis allégé en janvier 2020 en faveur des forces de défense et de sécurité. Selon la résolution de janvier 2020, les forces armées centrafricaines (FACA) pouvaient s'équiper de véhicules blindés, avec la possibilité d'être armés d'un calibre inférieur à 14mm et demi. Cette décision a été revue 6 mois après par le Conseil de sécurité.

Pour rappel, la République centrafricaine avait basculé dans l'instabilité et la violence en 2013, suite au renversement de François Bozizé, dont la candidature à la présidentielle de 2020 a été rejetée.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

ZIMBABWÉ

Le Zimbabwé suspend l'activité minière chinoise dans la réserve faunique

Le Zimbabwé suspend l'exploitation minière des réserves naturelles du pays. La décision fait suite à un procès pour empêcher une société chinoise d'ouvrir une mine de charbon dans le plus grand parc protégé du pays.



L'activité minière chinoise suspendue dans la réserve faunique

Révélé en exclusivité par New Zimbabwe.com, et cité par Allafrica, les départements du gouvernement, impliqués dans l'octroi à la société chinoise Afrochine, d'une subvention minière spéciale controversée à l'intérieur du Mavuradona Game Park, ont été convoqués pour une réunion de crise au cours de laquelle ils ont échangé des blâmes conduisant à la suspension des opérations de la société. Selon des sources proches de la réunion de crise, il a été convenu à l'unanimité que la société chinoise cesse immédiatement ses activités.

«Il a été établi que certains des mineurs avaient des papiers, mais ont enfreint les conditions fixées. Certains n'avaient aucun papier mais prétendaient avoir le pouvoir d'opérer dans la réserve tandis que d'autres avaient l'autorité de Guruve RDC, mais ont empiété sur Muzarabani», a ajouté la source.

Non respect de la loi d'exploitation minière

La suspension sera considérée comme une victoire par le chef Chiweshe qui, ce week-end, s'est mis sur le gril en tenant tête aux Chinois, longtemps considérés comme des faiseurs de roi dans le parti au pouvoir, Zanu PF, et la politique zimbabwéenne. Il fait partie des nombreuses personnes qui ont contesté l'exploration et l'extraction de chrome d'Afrochine au sein de la réserve faunique qui a été maintenue dans son état d'origine, depuis 1988.

Le chef Chiweshe a déclaré aux journalistes que les larges trous béants laissés par les Chinois n'étaient plus seulement un danger pour les animaux et l'environnement,

La suite à la page 7

USA/AFRIQUE

La suite de la page 6

mais aussi pour les humains. Il s'est dit préoccupé par le fait qu'ils ne respectaient ni les traditions locales ni les lois régissant l'exploitation minière, non seulement à Mavuradonha Wilderness, mais dans tout le pays. Il a aussi accusé des représentants du gouvernement d'avoir été soudoyés pour s'assurer qu'Afrochine obtienne l'approbation d'exploiter à Mavuradonha Wilderness.

Les représentants de la mine ont été invités à la réunion, mais leurs observations n'ont pas modifié le résultat. Pour illustrer l'ampleur de la dégradation environnementale, une autre société minière chinoise a laissé des centaines de blocs de granite blanc qu'elle a coupés d'une montagne et des cabanes d'employés utilisées comme abris, sans aucune tentative de réhabiliter le site. Suite à la destruction incroyable, près d'un tiers d'un terrain de football est inutilisé, et rien n'indique qu'on puisse l'utiliser pour quoi que ce soit.

Fatimata COMPAORE

L'administration Biden booste le commerce américano-africain

L'administration Biden veut élargir les liens commerciaux entre les entreprises américaines et l'Afrique. Cette nouvelle donne met l'accent sur la construction des infrastructures numériques, sanitaires et physiques nécessaires sur le continent, selon un haut responsable américain.

Les dirigeants de l'industrie américaine se félicitent de l›intérêt, mais estiment que les flux de dollars seront retardés, jusqu'à ce que l'administration Biden termine le long examen des mesures commerciales de l'administration Trump et définisse une politique claire sur les investissements dans le gaz naturel liquéfié. Dana Banks, directrice principale pour l'Afrique au Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche, a lancé un sommet commercial américano-africain, avec l'engagement de « ré-imaginer » et de relancer



Les échanges commerciaux USA et Afrique subsaharienne sont passés de 36,9 milliards $ en 2015 à 39 milliards $ en 2017

La suite à la page 8

La suite de la page 7



La loi sur la croissance et les opportunités en Afrique, Agoa, a été lancée en 2000 pour aider à l›industrialisation de l›Afrique subsaharienne.

Prosper Africa, une initiative dévoilée par l'administration Trump en 2018. Le président Joe Biden qui a demandé près de 80 millions de dollars pour l'initiative dans sa proposition de budget en mai, entend concentrer l'initiative sur les femmes et l'équité, avec un rôle élargi pour les petites et moyennes entreprises, a déclaré Dana Banks. Ce dernier a confié, à Al Jazeera, que l'objectif de l'administration était de « revigorer l'Afrique prospère en tant que pièce maîtresse de l'engagement économique et commercial des États-Unis avec l'Afrique », avec plus de détails à paraître prochainement sur une initiative complémentaire appelée Digital Africa. «C'est un domaine qui est une priorité tant au pays qu'à l'étranger», a déclaré Banks, ajoutant que les pays africains étaient désireux d'étendre leur coopération avec les États-Unis et leurs entreprises.

Les USA, distancés par l'Europe et la Chine en Afrique ?

Les chefs d'entreprise américains avertissent que les États-Unis risquent d'être dépassés par la Chine et l'Europe qui investissent déjà et concluent des accords commerciaux à travers le continent.

« Nous ne pouvons pas attendre une année de plus pour concevoir une politique africaine, nous devons être audacieux dans notre réflexion », a déclaré Scott Eisner, président du centre d'affaires américano-africain de la Chambre de commerce des États-Unis. Il a indiqué que de nombreuses entreprises avaient commencé à envisager des investissements au Kenya, sur la base des pourparlers de l'administration Trump avec le Kenya sur un accord de libre-échange bilatéral, mais tout cela est en suspens jusqu'à ce que l'administration Biden termine l'examen de cette politique. Un autre obstacle : l'incertitude concernant la politique de l'administration sur les projets de gaz naturel liquéfié (GNL).Le Nigeria et d'autres pays souhaitent vivement obtenir des investissements américains dans de tels plans, mais attendent de voir si l'administration soutiendra les investissements dans le GNL alors même qu'elle cherche à réduire de moitié les émissions américaines de combustibles fossiles.

K. FIAKOFI

CAMEROUN

Nord du Cameroun: Cinq soldats tués dans un raid de Boko Haram

Cinq soldats et un civil ont été tués dans une attaque, le lundi 26 juillet 2021, dans la soirée, ont annoncé les autorités camerounaises. C'était le deuxième raid le plus meurtrier du groupe dans la région, en moins d'une semaine.



Les membres de Boko Haram ont multiplié ces dernières années, les attaques meurtrières contre les forces de sécurité et les civils dans cette parti du Cameroun comme au Nigeria, au Niger et au Tchad

Le président camerounais, Paul Biya, a dépêché le ministre de la Défense Joseph Beti Assomo dans la région de l'extrême nord, après que les djihadistes basés au Nigeria ont renouvelé des attaques contre le pays.

«Des terroristes lourdement armés, de la secte Boko Haram, ont attaqué le poste de commandement du sous-secteur 2 de la Force multinationale mixte (MNJTF) de la Commission du bassin du lac Tchad à Zigué, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun à 21h30 lundi», a déclaré le ministère camerounais de la Défense, dans un communiqué à la CRTV. «Plusieurs assaillants ont été tués et leurs corps emportés, alors que les terroristes se retiraient», a-t-il ajouté. Cette dernière attaque est la deuxième après celle du samedi dernier, qui s'est produite à Sagme, au nord de Zigue et qui avait tué huit soldats et blessé 13 autres.

Malgré les attaques, les troupes «restent en état d'alerte élevé afin d'empêcher d'éventuels nouveaux assauts de l'hydre terroriste Boko Haram, qui semble avoir rebondi en force, suite à la restructuration interne de son idéologie» a déclaré Cyrille Serge Atonfack, porte-parole de l'armée camerounaise, à Nation africa. La rébellion de Boko Haram a éclaté en 2009 dans le Nord-Est du Nigeria avant de se propager dans les pays voisins. Plus de 36.000 personnes, principalement au Nigeria, ont été tuées et 3 millions se sont déplacées, selon l'ONU.

K.Fiakofi

AFRIQUE DU SUD

Prétoria conteste le statut d'observateur accordé à Israël

L'Afrique du Sud s'est opposée, le mercredi 28 juillet 2021, à la décision prise la semaine dernière par la Commission de l'Union africaine, d'accorder à Israël le statut d'observateur officiel auprès de l'organisation continentale.



L'UA a accordé à Israël le statut d'observateur, le jeudi 22 juillet 2021



Israël avait ce statut d'observateur au sein de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) jusqu'à sa transformation en Union africaine en 2002

Dans une déclaration "ferme", Prétoria qui a occupé l'année dernière la présidence tournante annuelle de l'UA, a déclaré qu'elle «est consternée par la décision injuste et injustifiée de la Commission de l'UA d'accorder à Israël le statut d'observateur auprès de l'Union africaine», selon TV5Monde. «La décision d'accorder à Israël le statut d'observateur est encore plus choquante en une année, au cours de laquelle le peuple opprimé de Palestine a été harcelé par des bombardements destructeurs et la poursuite des colonies illégales de la terre», a déclaré le ministère sud-africain des Affaires étrangères, qualifiant cette décision d' «inexplicable» et d' «incompréhensible».

La Commission de l'UA a pris la «décision unilatéralement sans» consulter ses membres, a poursuivi le ministère sud-africain des Affaires étrangères. «L'Afrique

La suite à la page 11

GAMBIE

La suite de la page 10

du Sud croit fermement que tant qu'Israël n'est pas disposé à négocier un plan de paix sans conditions préalables, il ne devrait pas avoir le statut d'observateur» à l'UA, a-t-il ajouté.

Le pays demandera à Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA, d'informer les États membres de la décision et elle espère que la question sera discutée au niveau des chefs d'État et de gouvernement, a présisé notre source.

Notons que l'Afrique du Sud soutient la cause palestinienne avec des relations diplomatiques formelles établies en 1995, un an après la fin de l'apartheid. Elle a dégradé son ambassade en simple bureau de liaison à Tel Aviv en 2019. Les territoires palestiniens ont déjà le statut d'observateur auprès de l'UA et le langage pro-palestinien est généralement présenté dans les déclarations prononcées lors des sommets annuels de l'UA, a précisé notre source.

K.Fiakofi

Yahya Jammeh, bientôt en Gambie

Quatre ans après son départ du pouvoir, Yahya Jammeh va refouler le sol gambien très bientôt. L'ex-président est autorisé à se recueillir sur les tombes de ses parents et à s'entretenir avec certains de ses proches, a annoncé Atlanticactu.

Le retour de Yahya Jammeh en terre gambienne est le fruit du « Protocole de Malabo », un accord secret négocié depuis plusieurs mois entre l'ex-président et son successeur Adama Barrow, sous la supervision du chef de l'État guinéen, Alpha Condé et du président de la Guinée équatoriale Teodoro Obiang Nguema Mbasogo comme partie garante, a expliqué Atlanticactu. Pour l'heure la durée de son séjour n'a pas été dévoilée. Il faut noter que les derniers réglages sont en cours pour le retour de l'ancien président qui a passé 22 ans à la tête de la Gambie, petit pays de l'Afrique de l'Ouest enclavé dans le Sénégal.

Selon toujours notre source, le palais du côté de Kanilaï



Le retour de Yahya Jammeh en terre gambienne est le fruit du « Protocole de Malabo »

La suite à la page 12

SÉNÉGAL

La suite de la page 11

subit quelques modifications pour la réception de Yahya Jammeh. L'actuel président gambien a remboursé à l'APRC, le parti de Yahya Jammeh, des véhicules 4×4 et une importante somme d'argent. Une décision qui fait suite à un engagement de Adama Barrow à Alpha Condé, a indiqué notre source.

Pour l'APRC, l'autorisation du retour de Yajya Jammeh est un grand pas marqué par Adama Barrow. «Nous avons toujours réclamé le retour de Yahya Jammeh comme le stipulent les accords signés en 2017. C'est un premier pas et nous espérons que le président Adama Barrow respectera ce qu'il a convenu avec son homologue guinéen, Alpha Condé », a déclaré à Atlanticactu, Abubakar Jarju, ancien président des jeunes de l'ARPC, cité par Atlanticactu.

« Barrow nous a restitué quelques voitures et une importante somme d'argent mais nous attendons de lui qu'il mette fin à son cirque de commission d'enquête », a-t-il poursuivi.

Notons que la date et la durée du séjour de l'ancien président gambien qui vit depuis quatre ans en Guinée équatoriale n'ont pas été dévoilées.

Oumou Konaté

Le variant Delta fait exploser les cas de Covid au Sénégal

Le Sénégal connaît ces derniers jours une hausse très inquiétante de ses cas covid à cause du variant Delta. Bien que le pays ait commencé très tôt sa phase de vaccination, il reste tout de même très touché par l'apparition de ce dernier.

Jusqu'ici relativement épargné, le pays fait face à de nombreuses contaminations, principalement dues au variant Delta. À Dakar, les hôpitaux débordent et le personnel soignant est au bord de la rupture, a indiqué l'AFP. Selon Macodou Mbodji, médecin-coordinateur du service de réanimation des covidés, cité par notre source, ''nos capacités d'accueil sont actuellement à leur maximum». «La balle est maintenant dans le camp des autorités et de la population. Les



Le Sénégal qui subi durement cette troisième vague, déplore une timide campagne de vaccination

La suite à la page 13

SAHEL

La suite de la page 12

mesures de barrières et la vaccination doivent être effectuées et les autorités doivent également décider de la stratégie à adopter pour faire face à cette pandémie», a-t-il ajouté.

« Ce qu'on a remarqué dans cette troisième vague, est la disparition du variant Alpha et ce qui prédomine, maintenant, c'est le variant Delta. Dans nos derniers échantillons, il constitue 30 % des nouvelles infections », a indiqué la semaine dernière, Souleymane Mboup, directeur de l'Institut de recherche en santé, de surveillance épidémiologique et de formation (Iressef), cité par l'Agence Anadolu. Les autorités sanitaires ont, par ailleurs, identifié 4 variants sur le sol sénégalais.

Pierre Oued.

G5 Sahel/ Lutte contre le terrorisme: la Mauritanie et le Tchad appellent à la collaboration



Les deux pays membres du G5 Sahel ont à coeur de vaincre le terrorisme dans le Sahel

La Mauritanie et le Tchad ont insisté, le mardi 27 juillet 2021, sur la nécessité d'approfondir la collaboration entre les États membres du G5-Sahel afin de mieux prévenir la criminalité transfrontalière, a indiqué Sahel Intelligence.

Afin de de lutter plus efficacement contre le terrorisme et l'extrémisme, les deux chefs d'Etat de la Mauritanie et du Tchad ont convenu de mutualiser davantage les efforts de lutte.

Dans un communiqué sanctionnant la visite du Président de la République du Tchad, Président en exercice du G5 Sahel, Mahamat Idriss Déby Itno, sur invitation du président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, à Nouakchott, les deux Chefs d'État ont exprimé leurs vives préoccupations face à la résilience des groupes terroristes dans le Sahel et le bassin du lac-Tchad, selon Sahel Intelligence.

Les deux chefs d'Etat ont, par ailleurs, souligné l'urgence de la transformation de la Force Conjointe du G5 Sahel, en une véritable force autonome dans ses opérations, son fonctionnement et sa gestion financière. Selon ledit communiqué, ils ont réitéré leur appel aux Nations Unies, pour examiner la question d'un financement pérenne de la Force du G5-Sahel, à travers l'octroi à cette force, d'un mandat sous le chapitre VII de la Charte des Nations Uniesé.

Pierre Oued.

BÉNIN

La Sociétés des ciments délocalisée de la zone commerciale

Le gouvernement béninois a confirmé lors du conseil des ministres, du mercredi 28 juillet 2021, la délocalisation de la Société des ciments du Bénin (SCB), de la zone commerciale de Ganhi, au plus tard, le 30 juin 2022.



Au cours du conseil de ministre, du mercredi 28 juillet 2021, le gouvernement béninois a tenu a rappelé l'ordre donné depuis juin 2020, aux responsables de la Société des Ciments du Bénin (SCB), de programmer le déménagement de l'unité de production pour le 30 juin 2022 au plus tard, a indiqué la Nouvelle Tribune. «L'existence de cette société dans une zone de grande concentration urbaine est source de désagréments causés aux riverains de même qu'à l'environnement » a indiqué le gouvernement béninois.

"Cette implantation n'est plus en conformité avec les dispositions du décret n° 2001-289 du 8 août 2001 portant approbation du plan d'aménagement de la zone de Ganhi" a-t-il poursuivi. Car précise t-il, ce décret interdit le développement d'activités industrielles dans le périmètre concerné. Sur ce, un délai fixé au 30 juin 2022, a été accordé à la société pour mettre un terme à ces activités, a précisé notre source. Cependant ladite société dispose, à partir de cette échéance, «d'un délai maximum de 6 mois pour procéder au démantèlement de son outil industriel et libérer définitivement, le site au plus tard le 30 décembre 2022 », selon le gouvernement. Il appartient désormais aux responsables de cette société, de prendre les dispositions appropriées pour respecter les délais fixés.

Roseline BADO

CÔTE D'IVOIRE

La CPI lève le mandat d'arrêt contre Simone Gbagbo



Simone Gbagbo n'est plus poursuivie par la justice internationale

La Cour pénale internationale(CPI) a abandonné son mandat d'arrêt contre l'ancienne première dame de la Côte d'Ivoire, Simone Gbagbo, pour les violences post-électorales qui ont fait des milliers de morts en 2010-2011, selon une décision rendue publique, le 29 juillet 2021, a rapporté l'AFP, cité par Le Monde.

L'épouse de l'ancien président ivoirien était réclamée par la Cour pénale internationale pour quatre chefs de crimes contre l'humanité : meurtre, viol, actes inhumains et persécution, commis pendant la crise post-électorale de 2010-2011.

«La chambre juge approprié de décider que le mandat d'arrêt contre Simone Gbagbo cessera d'avoir effet», a déclaré la CPI, dans un arrêt de sept pages, selon notre source et daté du 19 juillet.

«Bonne nouvelle pour Madame Simone Gbagbo. Elle peut désormais voyager librement à travers le monde», a déclaré son avocat, Ange Rodrigue Dadje, dans un communiqué, cité par Le Monde. « Cette levée du mandat vient boucler définitivement les poursuites dont faisaient l'objet les Gbagbo devant la CPI », a-t-il ajouté.

En mars, la CPI a acquitté Laurent Gbagbo de crimes contre l'humanité et il est rentré au pays, le 17 juin dernier, après 10 ans derrière les barreaux à La Haye, où est basée la CPI, puis en Belgique, a préscisé notre source. Contrairement à son époux, Simone Gbagbo n'avait jamais été livrée à la

La suite à la page 16

La suite de la page 15



Laurent Gbagbo a demandé le divorce à son épouse Simone

CPI. Elle avait, en revanche, été condamnée en mars 2015 à vingt ans de prison à Abidjan, pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Elle a été libérée le 8 août 2018 à la suite d'une amnistie présidentielle. Une peine insuffisante aux yeux de la justice internationale qui estimait que la Côte d'Ivoire «ne prenait pas de mesures tangibles» pour juger Simone Gbagbo, pour les mêmes crimes que ceux allégués par la CPI.

En rappel, la crise post-électorale de 2010-2011 est née du refus de Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite à la présidentielle de 2010 face à Alassane Ouattara et avait fait plus de 3 000 morts

K.Fiakofi

Report des élections en Somalie

Les scrutins parlementaires et présidentiels indirects qui devaient s'ouvrir, le 25 juillet 2021, en Somalie, ont été reportés à une date ultérieure, a rapporté l'AFP, sans donner de précision.

Selon l'AFP, les scrutins parlementaires et présidentiels indirects qui devaient s'ouvrir, le dimanche dernier, avec quatre jours de vote pour la chambre haute par les délégués des États, et se terminer par un scrutin présidentiel le 10 octobre, ont été reportés, à une date ultérieure. «Même s'il était prévu que les élections à la chambre haute commencent aujourd'hui, dans les différents États, il y a un retard, les élections pourraient ne pas avoir lieu comme prévu», a déclaré un membre de la commission électorale, cité par notre source.

Le retard est dû au fait que les régions fédérales n›étaient pas en mesure de soumettre la liste des candidats à temps, ni de former des comités locaux pour voter, a-t-il ajouté.



La semaine dernière, les djihadistes d'Al-Shabaab ont mis en garde les politiciens contre la tenue des élections

La suite à la page 17

La suite de la page 16

Selon Mohamed Ibrahim Moalimu, porte-parole du gouvernement fédéral, cité par l'AFP, "les élections avaient été retardées, sans fournir de détails". "Le Premier ministre Mohamed Hussein Roble, qui a été chargé par la présidence d'organiser les élections, a exprimé son mécontentement", a-t-il ajouté. "Il avait appelé à l'accélération du processus et à la résolution des problèmes techniques et les dirigeants ont accepté cela», a poursuivi Moalimu.

Dans l'Etat du Puntland, des sources ont indiqué à l'AFP que les élections avaient été retardées pour «des raisons techniques». Dans l'État de Galmudug, le parlement local est en pause et se réunira à nouveau, en août.

Même si d'autres Etats invoquent des problèmes techniques dans l'organisation des élections, Jubaland était, quant à lui, prêt, pour procéder à un vote "au cours de la semaine". L'Etat a déjà choisi son comité délégué et pourrait publier une liste de candidats «dans la semaine», a indiqué notre source. «Nous nous attendons à ce que les élections aient lieu bientôt», a déclaré Mohamed Adan, un haut responsable du gouvernement du Jubaland, cité par l'AFP.

K. FIAKOFI

La Banque mondiale refinance des jabs anti-Covid pour les pays les plus pauvres

Un nouveau mécanisme de financement de la Banque mondiale permettra aux pays en développement d'acheter collectivement des vaccins contre le Covid-19 via la facilité Covax, selon un communiqué.

Le nouveau mécanisme permettra aux pays pauvres d'acheter des doses supplémentaires en plus de celles subventionnées qu'ils recevront déjà via Covax. En utilisant l'argent de la Banque mondiale et d'autres banques de développement, l'établissement indique qu'il effectuera des achats avancés auprès des fabricants de vaccins en fonction de la demande agrégée dans tous les pays. Le mécanisme de financement s'appuie sur l'accord de partage des coûts Covax qui vise à fournir 430 millions de doses supplémentaires, soit suffisamment de doses, pour vacciner complètement 250 millions de personnes, pour une livraison entre



Le nouveau mécanisme permettra à ces pays d'acheter des doses supplémentaires en plus de celles subventionnées

La suite à la page 18

La suite de la page 17



Inégale distribution de vaccins dans la lutte contre Covid-19

fin 2021 et mi-2022 pour les 92 pays. Le mécanisme de financement «permettra à Covax de débloquer des doses supplémentaires pour les pays à revenu faible et intermédiaire», a déclaré le directeur général de Gavi, Seth Berkley, dans un communiqué.« Alors que nous allons au-delà des objectifs initiaux et que nous travaillons pour soutenir les efforts des pays pour protéger des portions de plus en plus importantes de leurs populations, le financement de la Banque mondiale nous aidera à avancer davantage vers notre objectif de maîtriser le Covid-19. »

Inégalité vaccinale

L'OMS s'est déchaînée contre le déséquilibre stupéfiant dans la distribution mondiale des doses de vaccin Covid-19. Près de 3,9 milliards de doses de vaccins Covid-19 ont été injectées dans le monde dans au moins 216 territoires, selon l'AFP. Dans les pays à revenu élevé, tels que définis par la Banque mondiale, 95,4 doses ont été administrées pour 100 habitants. Ce chiffre s'élève à seulement 1,5 dose pour 100 personnes dans les 29 pays aux revenus les plus faibles. Covax a jusqu'à présent livré plus de 138 millions de doses de vaccins à 136 territoires participants, ce qui est bien en deçà des chiffres espérés. « L›accès aux vaccins reste le plus grand défi auquel les pays en développement sont confrontés », a déclaré le président de la Banque mondiale, David Malpass, ajoutant que ce mécanisme permettra de nouveaux approvisionnements et permettra aux pays d'accélérer l'achat de vaccins.

K. FIAKOFI

L'Afrique du Sud livre ses propres vaccins anti-Covid 19

Lundi 26 juillet 2021, la firme pharmaceutique sud-africaine Aspen, chargée du conditionnement du vaccin Johnson & Johnson en Afrique du Sud, a annoncé la livraison de son premier lot de vaccins fabriqués localement selon la VOA.

« Aspen qui est un géant pharmaceutique continental est heureux de confirmer que la première livraison à l'Afrique du Sud du vaccin Covid-19 de Johnson & Johnson sera effective lundi », avait fait savoir l'entreprise dans un communiqué, sans toutefois préciser la quantité de vaccins livrés, selon la VOA. C'est avec fierté que Aspen a qualifié cette livraison

La suite à la page 19

La suite de la page 18



L'arrivée des vaccins coïncident avec la levée des restrictions Covid



L'Afrique du Sud a durement été touchée par la pandémie

de «jalon important» dans l'histoire de l'Afrique du Sud et de l'Afrique en général car, «ce sont les premiers vaccins Covid-19 produits sur le continent africain, par une firme africaine pour des patients africains» poursuit la même source.

Vaccination ouverte dès le 1er septembre aux plus de 18 ans

L'Afrique du Sud a récemment accéléré son programme de vaccination, avec 6,3 millions d'injections effectuées avec 10% de la population qui a reçu au moins une dose de vaccin. Et c'est dans son usine de Gqeberha (ex Port Elizabeth), dans le sud du pays, que Aspen produit ses vaccins afin d'augmenter le nombre de doses pour le pays qui a été, jusque-là, durement touché par les différentes vagues de la pandémie. Limitée dans un premier temps aux plus de 35 ans, la vaccination sera ouverte à partir du 1er septembre à tous les plus de 18 ans, indique VOA. La semaine dernière, BioNTech et Pfizer ont conclu un accord avec le sud-africain Biovac pour la production de vaccins Covid-19 au Cap, afin d'accroître la capacité de vaccination de la nation arc-en-ciel.

Source : VOA

Pierre Oued.

NIGERIA

L'intermédiaire des élèves kidnappés, pris à son tour au Nigéria

Plus d'un millier d'enfants et d'adolescents ont été enlevés par des bandes armées attirées par la perspective de rançons. Un homme qui s'était porté volontaire pour remettre une rançon aux ravisseurs de 136 enfants est désormais otage, lui aussi, détenu par les ravisseurs.



Selon RFI, les ravisseurs ont confirmé avoir bien reçu la rançon de 30 millions de Naira, soit environ 61 000 euros. Une somme qu'ils jugent finalement incomplète. Ils avaient initialement demandé 200 millions de Nairas, mais avaient ensuite accepté 30 millions, récoltés par les parents des élèves de l›école privée musulmane, Salihu Tanko, enlevés le 30 mai 2021. Le directeur de l'école, Abakar Alhassan, joint par Victor Mauriat de la rédaction Afrique, raconte : "Lundi dernier, nous avons enfin réuni l'argent, 61 000 euros pour la rançon. Ce sont des citoyens concernés qui se sont cotisés. J'ai moi-même remis l'argent au comité des parents des enfants disparus. Un homme qui n'a pas d'enfant parmi les kidnappés, s'est porté volontaire, pour livrer l'argent aux ravisseurs. Ensuite, les ravisseurs ont pris l'argent et ont demandé à en compter en présence de cet homme. Plusieurs heures après, les ravisseurs m'ont appelé pour dire qu'il manquait près de 10 000 euros. Ils m'ont dit qu'il nous fallait leur fournir des motos et le reste de l'argent, pour qu'ils libèrent notre messager et les enfants. Mais le problème est que, ceux qui ont contribué, ont parfois vendu leur maison pour rassembler l'argent. Ils n'ont plus rien à donner. Nous demandons de l'aide à toutes les personnes et hors du Nigeria, pour qu'ils nous aident pour que nous puissions leur donner ce qu'ils reclament et récupérer nos enfants."

Liberation.fr a rappelé que les méthodes, spectaculaires et traumatisantes, sont inspirées de Boko Haram. Le groupe djihadiste, déployé dans la forêt de Sambisa, dans le nord-est du pays, avait lancé en 2014 une série d'enlèvements de masse visant des établissements scolaires. En avril cette année-là, 276 adolescentes de 12 à 17 ans avaient été enlevées dans un collège de Chibok, dans l'Etat de Borno.

Fatimata COMPAORE

CÔTE D'IVOIRE

Fitch Ratings confirme la bonne santé de l'économie ivoirienne

La Côte d'Ivoire fait désormais partie du cercle des notations de catégorie BB, « double B », des trois plus grandes agences internationales de notation selon l'agence EcoFin.



Malgré les différentes crises sociales, économiques ou sanitaires, l'agence de notation Fitch Ratings a relevé la résilience de l'économie ivoirienne

Noté Ba3 par Moody's, le pays obtient une note BB- avec perspective stable chez S&P et chez Fitch, confirmant ses bonnes performances économiques, nous fait savoir Ecofin. En effet, bien que l'environnement socio-économique mondial soit morose, la Côte d'Ivoire continue de bénéficier d'une bonne réputation auprès des agences internationales de notation souveraine. Dans son dernier rapport sur le pays, l'agence de notation américaine Fitch Ratings a décidé de relever la notation financière du pays dirigé par Alassane Ouattara, en lui attribuant, le 16 juillet dernier, la note BB- avec perspective stable, contre « B+ » avec perspective positive précédemment, toujours selon la même source.

La Côte d'Ivoire désormais dans le cercle des notations de catégorie « Double B »

Cette amélioration de la note du pays fait de la Côte d'Ivoire le troisième pays africain le mieux noté par l'institution, et le deuxième d'Afrique subsaharienne, derrière respectivement le Maroc et le Botswana. Grâce à de bonnes politiques publiques et à des efforts soutenus de consolidation budgétaire à moyen terme, couplés à des investissements ambitieux, la Côte d'Ivoire a réussi à obtenir de bonnes performances économiques, ces dernières années, selon la même source. L'augmentation de la note souveraine a aussi été motivée par la robustesse et la stabilité du cadre macro-économique ainsi que par l'environnement socio-politique apaisé. Notons que la Côte d'Ivoire qui est également notée Ba3 par l'agence Moody's, entre désormais dans le cercle des notations de catégorie « Double B » auprès de l'ensemble des trois plus grandes agences internationales de notation.

Source : EcoFin

Pierre Oued.

AFRIQUE

Secteur financier africain et Covid-19 Trois propositions pour améliorer ses performances

Le secteur financier mondial en général et africain en particulier a été très affecté par la pandémie du Covid-19. Des mesures ont été prises, de part et d'autre, pour faire face à cette crise sanitaire qui a frappé également l'économie. C'est dans cette optique que les acteurs de la finance africaine ont dégagé, dans un baromètre dénommé Deloitte/Africa Ceo Forum, trois grandes tendances, susceptibles, selon eux, de juguler les impacts de la crise sanitaire sur le monde des affaires.



Le digital est devenu un indispensable pour les entreprises compétitives

À défaut d'en tirer parti, les plus grands acteurs de la finance sur le continent semblent, en tout cas, tirer les leçons de la crise sanitaire. Bien décidés à s'en relever et à bénéficier de la mini-révolution digitale, ils entrevoient, à court ou moyen terme, de profonds changements pour leur secteur. Et ce sont ces mutations qui ont été captées par le tout premier baromètre Deloitte/Africa CEO Forum (détails au bas de l'article), établi en partenariat avec l'Africa Finance Industry Summit. Deux grandes orientations se détachent, en conséquence directe de la pandémie et de la croissance rapide des fintechs : la digitalisation et la multiplication de nouveaux modèles d'affaires et de coopération entre acteurs financiers. Des tendances qui représentent également des défis, en termes de moyens et de risques. Pour autant, dans une large majorité (59 %), les institutions financières, interrogées, confirment la croissance de l'attractivité de l'industrie financière africaine, vis-à-vis des partenaires et des investisseurs internationaux.

Accélérer la digitalisation du secteur

Entre les acteurs interrogés qui avaient, d'ores et déjà, entamé le processus et ceux qui en ont pris la mesure avec l'arrivée de la pandémie de Covid-19, la grande

La suite à la page 23

La suite de la page 22

majorité s'accorde sur la nécessaire accélération de la digitalisation du secteur. C'est d'ailleurs une priorité pour plus de 7 dirigeants sur 10 dans leur stratégie au cours des douze prochains mois. Et si la crise a chamboulé la façon dont les dirigeants de banques, assurances ou autres institutions financières entrevoient l'avenir pour leurs secteurs, elle a aussi mis l'accent sur la recherche de rentabilité et de meilleure efficacité opérationnelle (à près de 80 %) pour affronter l'ère post-Covid. Alors qu'elles n'en sont qu'à leur balbutiement (41 % des institutions financières évaluent leur maturité digitale au stade d'émergence), plus de la moitié des acteurs interrogés affirment avoir entrepris des démarches concrètes pour accélérer leur digitalisation. On monte à près des trois quarts dans le segment banque, le plus avancé en matière de digitalisation. Mise en place d'une stratégie digitale, création d'un « digital office », mobilisation de moyens financiers et techniques, sont les principales mesures adoptées par ces institutions financières pour l'heure. Et un tiers d'entre elles envisagent de s'y atteler à court terme.

Multiplier les partenariats avec les nouvelles technologies

Parmi les moyens à leur disposition pour dynamiser leur stratégie post-crise sanitaire, et notamment ficeler leur plan de digitalisation, les dirigeants du secteur financier africain adoptent, en majorité, un levier : la conclusion de partenariats. Fintech, insurtech, regtech, les services financiers attirent de plus en plus d'acteurs en provenance d'autres industries. Bonne nouvelle, les secteurs plus traditionnels de la finance ne le voient pas d'un mauvais œil. Au contraire, et c'est ce que révèle l'étude Deloitte/Africa CEO Forum, en réponse à cette tendance, près des deux tiers des banquiers et des assureurs décident de mettre en place des partenariats avec ces nouveaux acteurs sur un périmètre spécifique d'activités. 42 % de ces institutions financières ont même déjà initié des partenariats avec des acteurs non traditionnels. Et le même ratio l'envisage à court terme. Dans quel cadre et pour quel but ? Les domaines largement plébiscités par les dirigeants interrogés, sont le développement de nouvelles activités et produits en partenariat avec ces nouveaux acteurs. Dans une moindre mesure, ces partenariats portent sur la digitalisation des processus internes.

Adopter un modèle de gouvernance pertinent

Si la pandémie de Covid-19 est mondiale, une tendance à la globalisation des réponses des opérateurs économiques est tout aussi réelle. Notamment dans le secteur de la finance, où les stratégies et les modèles de gouvernance sont lissés dans les pays du nord comme ceux du sud. Aussi, il n'est pas surprenant de lire dans le baromètre Deloitte/ Africa CEO Forum que pour faire face à l'émergence de nouveaux risques et méthodes de gouvernance, les acteurs de l'industrie financière africaine ont commencé à mettre en place de nouveaux comités (éthique, compliance, technologique) au sein de leur conseil d'administration en plus des comités classiques (audit,

La suite à la page 24

La suite de la page 23

risques) bien établis. Une pratique qui est déjà courante au niveau des conseils d'administration en Amérique du Nord ou en Europe. Tout comme la montée en puissance du recours aux administrateurs indépendants – près de 60 % de conseils d'administration d'institutions financières africaines déclarent vouloir se doter d'un conseil d'administration constitué à plus du quart d'administrateurs indépendants. L'étude souligne, dans la même idée, l'arrivée de nouvelles fonctions au sein des comités exécutifs de ces entreprises, pour répondre à la transformation en cours du secteur : chief strategy officer (32 %), chief digital officer (25 %). Cette dernière fonction, bien qu'elle ne soit pas déployée dans toutes les entreprises du secteur financier, semble d'autant plus nécessaire dans un contexte où la digitalisation et la multiplication des partenariats avec les acteurs de la tech font croître de nouveaux risques : du risque cyber, d'exposition aux menaces informatiques externes, considéré de modéré à très élevé par près de 9 dirigeants sur 10.

N.B: Deloitte et l'Africa CEO Forum (membre de Jeune Afrique Media Group) en collaboration avec l'Africa Financial Industry Summit (AFIS) ont envoyé une enquête à différents participants du monde de la finance en Afrique (60 réponses). Ce questionnaire, réalisé en ligne ou en entretiens individuels, comportait six grands thèmes et une trentaine de questions.

Source: Aurélie M'Bida in Jeune Afrique du 16 avril 2021

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

Israël redevient observateur officiel auprès de l'Union africaine

Israël est à noiveau observateur officiel auprès de l'UA. Avec ce statut retrouvé qu'il avait perdu depuis 2002, l'Etat hébreux va renforcer va renforcer sa coopération avec les pays d'Afrique sur le plan sécuritaire et sanitaire notamment.

Après 20 ans d'attente, l'Etat hébreux a obtenu à nouveau le statut d'observateur auprès de l'UA. En effet, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a reçu, jeudi 22 juillet, les lettres de créance de l'ambassadeur d'Israël en Éthiopie, au Burundi et au Tchad, comme l'indique l'organisation panafricaine, selon la chaîne de télévision Al Jazeera. La formalisation du statut d'observateur d'Israël auprès de l'UA permettra une coopération renforcée entre les deux parties sur divers aspects, notamment la lutte

La suite à la page 25

AFRIQUE

La suite de la page 24



L'ambassadeur israelien et Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine (dr.), à Addis-Abeba, scellant le rapprochement entre les 2 parties

contre le coronavirus et la prévention "de la propagation du terrorisme extrémiste" sur le continent africain, a fait savoir le ministre israélien des Affaires étrangères, Yair Lapid, dans un communiqué. Il a d'ailleurs estimé que « c'est un jour de célébration pour les relations israélo-africaines », selon Al Jazeera.

Soutien à la cause palestinienne

Israël qui entretient des relations avec 46 pays africains détenait auparavant le statut d'observateur auprès de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Un statut qu'il a perdu quand l'OUA devint UA en 2002. Toutefois, ce statut recouvré par Israel n'est pas du goût de tous les pays membres de l'UA. Dans un communiqué, Alger estime que " la récente décision du président de la Commission de l'Union Africaine (UA) d'accueillir un nouvel observateur, qui relève de ses prérogatives administratives, n'est pas de nature à altérer le soutien constant et actif de l'organisation continentale à la juste cause palestinienne", indique la DW. Toujours est-il que dans une déclaration séparée, Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, a souligné la position de l'UA sur le conflit israélo-palestinien de longue date, réitérant la position du bloc selon laquelle une solution à deux États était « nécessaire pour une coexistence pacifique », a relevé la chaîne Al Jazeera.

Sources : https://www.aljazeera.com/news/2021/7/23/israel-granted-observer-status-at-the-african-union, https://www.dw.com/fr/ua-alg%C3%A9rie-israel/a-58650297

Pierre Oued.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

RDC/Goma : Les agents de l'Observatoire volcanologique en grève



Certains agents de l'Observatoire volcanologique de Goma (OVG) ont déserté leurs postes, le mercredi 28 juillet 2021, a rapporté dw.com. Les agents de l'OVG réclament la revalorisation salariale promise par les autorités congolaises après l'éruption du volcan Nyiragongo, dans l'est de la RDC. Cependant, Kasereka Mahinda, directeur scientifique de l'OVG, cité par notre source, a appelé ses collègues qui n'ont pas encore repris le travail, à rejoindre leur poste, tout en assurant qu'une délégation est déjà à Kinshasa afin de régler la situation.

Congo Brazzaville: Le général Gilbert Bokemba a tiré sa révérence



Le général de brigade Gilbert Bokemba, chef d'État-major de l'armée de terre, s'en est allé, le 29 juillet 2021, a rapporté le Journal de Brazza.com. Il a rendu l'âme à l'hôpital des armées Pierre-Mobengo, à la suite d'une courte maladie. En tant qu' officier des troupes aéroportées et instructeur commando, l'illustre disparu le général Bokemba, a fréquenté l'institut de Hautes études de défense nationale de Paris (France). Ce haut gradé de l'armée congolaise, a aussi occupé de nombreux postes au sein de l'armée et reçu plusieurs distinctions honorifiques, a précisé notre source.

RDC/Sud-Kivu : 14 détenus s'évadent du cachot du Tribunal de grande instance de Bukavu



Quatorze détenus se sont évadés, le mercredi 28 juillet 2021, du cachot du Tribunal de grande instance de Bukavu au Sud-Kivu, a rapporté Radio Okapi. Ces évadés font partie d'un groupe de dix-huit détenus qui étaient sous mandat d'arrêt provisoire. Le procureur de la république près le parquet de grande instance de Bukavu, Katele Kapeleka, cité par notre source, a indiqué que "cinq d'entre les évadés ont été récupérés par le service de sécurité de l'auditeur Supérieur militaire pendant qu'ils s'enfuyaient et, que parmi les neuf en cavale, un serait dangereux". Il a par ailleurs appelé la population de Bukavu au calme, tout en rassurant que les avis de recherche sont lancés pour retrouver les évadés.

Ile Maurice/ FV Mahi Mahi : Cinq spécimens de poissons toxiques saisis

A Maurice, des officiers de la Marine Resources Division du ministère de la Pêche à Trou-Fanfaron, ont saisi sur le bateau FV Mahi Mahi, cinq spécimens de poissons déclarés toxiques, a indiqué Le Mauricien. Les poissons qui ont été saisis aux fins d'analyses pèsent entre 2,314 kg et 8,9 kg.



Le Quotidien Numérique d'Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA
-Abdoul Karim TAPSOBA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d' Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info